

tillerie, il avait imaginé de faire construire des traîneaux en bois sur lesquels on plaçait les pièces afin de leur faire franchir les passages inaccessibles autrement.

Du reste, l'allégation de Maximilien déclarant que nos soldats n'ont jamais mis le pied dans le Guerrero est encore fautive, car au commencement de 1864, le maréchal Bazaine, ayant fait occuper par notre marine du Pacifique Acapulco, le seul port praticable et important de cet état, y expédia par mer, de San-Blas, un bataillon de tirailleurs algériens. Cette troupe y resta pendant plus de deux années, gardant encore là une douane productive pour le trésor impérial.

Prétendre enfin que le Guerrero était une riche province, est une audacieuse erreur, car elle aussi était inexploitée dans les quatre cinquièmes de sa surface. Elle fut riche jadis, mais pendant la domination espagnole, alors que les importants gisements aurifères de la vallée du *Zacatula* étaient exploités pour faire la fortune des Galbions.

D'ailleurs, en ce qui concerne ces trois provinces, il fut un temps où elles furent sinon pacifiées absolument, du moins débarrassées de tout élément d'hostilité matérielle effective.

En effet, ces états sont tous les trois contigus à la province de Oajaca dont la capitale est le point de concours des très rares et difficiles communications de ces provinces avec Mexico et Puebla. C'est à Oajaca que se trouvait le foyer de la résistance à l'Empire et où s'étaient groupées, en 1864, toutes les forces dissidentes de ces régions méridionales. C'est pour détruire ces résistances groupées dans la forteresse et rendre aux états de Chiapas, Tabasco et Guerrero leur liberté d'adhésion à l'Empire, que le Maréchal, sortant de « son inaction », se décida à aller mettre le siège devant Oajaca, s'en empara et fit prisonnières toutes les forces dissidentes des états du Sud réunies sous le commandement du général Porfirio Diaz. Il livra le tout au Gouvernement impérial et fit conduire à Puebla soldats, officiers, général en chef, laissant la forteresse occupée par ses troupes et confiée ensuite à la garde des forces impériales. Mais que fit Maxi-

milien ? Il relâcha les soldats et laissa échapper un grand nombre d'officiers, principalement leur grand chef, Porfirio Diaz. Ceux-ci s'empressèrent de retourner au pays qui était entré dans le giron impérial; puis, quand la confiance en la solidité de l'Empire se fut évanouie, grâce surtout aux ferments désorganisateur qu'on avait rendus à ces contrées, Porfirio Diaz opéra la résurrection de son armée, chassa les troupes impériales de Oajaca et, en 1866, devenait déjà une menace pour les états de Mexico et de Puebla. Hélas ! il menaçait aussi Cuernavaca, bien plus rapproché de lui. Et voilà, sans doute, pourquoi Maximilien était en si grande colère. En vérité, il lui convenait bien mal d'accuser le Maréchal de n'avoir pas pacifié les provinces du Sud, alors que celui-ci avait lui-même livré, pieds et poings liés, tous les ennemis existant dans ces provinces, à l'Empereur qui les avait soigneusement renvoyés à leur théâtre d'opérations.

Enfin, au point de vue militaire, les griefs de l'Empereur à l'égard des provinces du Nord étaient-ils plus justifiés ? Encore moins, ainsi que je l'ai déjà fait remarquer au début de ce chapitre et qu'il ressort de tous les événements qui s'étaient passés sur la frontière, dans la zone de Matamoros et de Monterey, quelques semaines seulement avant la perpétration de l'abominable factum de Maximilien.

Ce qui est déconcertant, c'est que ce Prince, après avoir blâmé une inaction, se plaint, au contraire, qu'on ait multiplié les opérations dans certaines provinces occupées et évacuées plusieurs fois. Un esprit sain ne devrait pas se contredire ainsi. Pourquoi, d'ailleurs, nos troupes avaient-elles dû revenir dans des contrées déjà pacifiées ? Parce qu'après cette œuvre de pacification qui leur avait coûté souvent beaucoup de sang et de fatigues, le Maréchal les avait dirigées sur d'autres territoires à pacifier, confiant la garde des premières aux troupes impériales et aux gardes rurales dont il avait, du reste, été le créateur; mais, bien souvent, quelque temps après le départ de nos colonnes, des groupes dissidents se reformaient et se présentaient devant

les garnisons de Maximilien qui, la plupart du temps, fuyaient devant une simple bande de guerilles; je reconnais cependant qu'il y eut parfois d'honorables exceptions. Bien souvent même, on dut renvoyer aux mêmes points de nouvelles colonnes françaises, parfois belges ou autrichiennes, qui devaient repartir bientôt après, puisqu'il fallait courir ailleurs pour répandre partout, sur des milliers de lieues carrées, la semence de la pacification qui, hélas ! ne végétait pas. Toutes ces marches et contre-marches se faisaient sur des routes purement naturelles dont les uniques cantonniers étaient nos soldats et nos chevaux qui damaient le sol meuble ou brisaient sous leurs pas ses aspérités. C'est à cela que se consacrait en partie « l'inaction de nos colonnes ».

Maximilien était d'autant plus blâmable de reprocher ces allées et venues qu'il qualifiait de ruineuses, que c'est lui qui, trop souvent, les demandait et que parfois le Maréchal était obligé de se refuser à satisfaire ces fantaisies du Souverain. C'est ainsi que le 28 mai, alors que nos troupes s'étaient repliées pour se concentrer plus près de Mexico et sur la ligne d'invasion américaine, l'Empereur écrivait au Maréchal pour l'inviter de façon très pressante, ce qui était presque un ordre, à refaire un grand mouvement en avant dans le Nord-Ouest et à aller, pour la troisième fois, réoccuper Chihuahua, en chasser encore Juarez et se maintenir dans cette ville afin d'empêcher celui-ci d'y revenir; tout cela dans l'unique but d'enlever aux Etats-Unis la possibilité d'envoyer un ambassadeur à l'ancien président. Cette démarche, presque comminatoire et pour un motif aussi puénil, était absolument ridicule, quand on considère que cette opération reportait notre ligne d'occupation à deux cents lieues plus avant et notre action militaire à quatre cents lieues de Mexico. C'était, à tous les points de vue, la conception fantaisiste d'un cerveau malade. Le Maréchal fut consterné en recevant une pareille invitation, mais il n'eut pas un instant la pensée de se prêter à une pareille folie, et il se borna à adresser à l'Empereur un long mémoire explicatif

pour lui faire comprendre que cette opération était absolument irréalisable.

Il était donc peu honnête ou loyal de sa part de reprocher toutes les opérations renouvelées dans les mêmes provinces, et stupide d'exploiter ce reproche pour présenter un chiffre de seize millions de francs afférent aux dépenses occasionnées par ces opérations, chiffre qui, du reste, est scandaleusement majoré, car il doit être diminué des deux tiers. Et pourtant il ne comprend pas les frais de remplacement des chaussures de nos hommes et des fers de nos chevaux.

Je ne veux pas poursuivre davantage la critique des abominables récriminations de l'Empereur Maximilien; elles sont toutes aussi réfutables que celles dont je viens de faire le procès.

Comment Maximilien se décida-t-il à signer une pareille diatribe sur des bases si notoirement fausses? En dépit des mauvais sentiments qu'il éprouvait à l'égard du Maréchal et que de regrettables intrigues menées dans un milieu français haut placé, entretenaient, et que soutenait le général Douay, il n'aurait pas dû abdiquer ainsi son jugement, son bon sens, sa dignité même. Mais son esprit était sans doute tourmenté par le ressentiment que lui fit éprouver l'intervention du Maréchal, lorsque celui-ci, par l'intermédiaire de M. Langlais, l'empêcha de parachever le remboursement de la créance Jecker à laquelle il s'était prêté d'une façon qu'on aurait voulu considérer comme désintéressée.

Aussi, toutes ces considérations, ces rancunes, ces espérances, brassées dans un cerveau aigri par les nouvelles reçues de France, ne pouvaient rien inspirer de bon, de raisonnable à ce prince, et expliquent surabondamment le fiel qui suinte grossièrement dans tout son memorandum, je devrais dire philippique incohérente.

En tout cas, cette plaidoirie passionnée produisit aux Tuileries, au cabinet de Paris, un effet diamétralement opposé à celui qu'on attendait. La condamnation sollicitée en fa-

veur (?) du Maréchal, devint celle de Maximilien qui ne la prévoyait assurément pas ! Ce phénomène s'appelle généralement le choc en retour.

Malgré toutes ces explications, toutes ces hypothèses, je me refuse à admettre que Maximilien manquât de droiture, d'honnêteté même, au point d'échafauder un pareil monument de faussetés, de mensonges et de calomnies odieuses ; je suis obligé de reporter la responsabilité de tels procédés sur le compte de l'inconscience et de penser avec effroi que Maximilien subissait un commencement de dépression intellectuelle analogue à celle constatée dans les facultés de l'Impératrice.

Alors, je me reporte à certaines rumeurs qui, à cette époque, parcoururent l'esprit public à Mexico où on parla, en effet, d'empoisonnement. L'événement aurait eu lieu à Cuernavaca, et la chronique maligne imputa le crime au jardinier de la propriété impériale. Cette idée devait naturellement venir à l'esprit des initiés aux mystères de Cuernavaca. Dans un autre ordre d'idées ayant pourtant la même tendance scandaleuse, on désignait comme l'auteur de l'attentat contre l'Impératrice et en même temps contre l'Empereur inconstant, une dame mexicaine qui, en raison de la situation de son mari, fréquentait à la cour et dont la grande beauté, les charmes exceptionnellement entraînants, auraient captivé Maximilien outre mesure. C'eût été, de la part de cette sirène passionnée, un acte de jalousie pour l'une, et de vengeance pour l'autre. Où était la vérité ? Peut-être dans aucune de ces deux versions. Cependant, si j'étais obligé d'en adopter une, je m'arrêtera à la seconde hypothèse qui me semble plus vraisemblable, car l'incomparable personne pouvait très bien être l'héroïne tout au moins de la première partie du roman. Ardente, passionnée, énergique et fière, elle eut quelques autres aventures, notamment avec des officiers français, auxquels, heureusement, elle n'a offert que les flèches non empoisonnées de son carquois.

Si j'ai négligé la première version, c'est parce que tout

fait supposer que, depuis longtemps, l'époux, peut-être pas malheureux du tout, avait dû en prendre son parti.

Enfin, il est une troisième hypothèse que je pourrais considérer comme la plus admissible dans ce singulier pays : c'est celle d'un crime d'Etat, ou tout au moins politique. Il y avait alors tant de prétendants auxquels l'Empire faisait obstacle et rendait impossible la réalisation de leurs espérances passionnées, que tout était admissible à cette époque d'intrigues qui ne reculaient devant rien ! On l'a bien fusillé, alors même qu'il n'était plus encombrant.

En tout cas, ce que je sais de positif, c'est que, un soir, alors que j'étais sous-secrétaire d'Etat à la Guerre, je reçus, du palais, l'ordre de mettre en route d'urgence une troupe de cavalerie qui devait escorter immédiatement un médecin qu'on envoyait à Orizaba auprès de l'Empereur, souffrant gravement de son mal intestinal contracté à Cuernavaca ; or, ce médecin était un spécialiste réputé pour l'administration des contre-poisons, des antidotes et, sans doute, celui qui avait soigné les Souverains lors de la tentative criminelle dont ils avaient été victimes.

J'ai donc été convaincu qu'ils ont été l'objet d'une tentative d'empoisonnement ; mais que le poison a produit chez chacun d'eux des effets différents. A l'égard de l'Impératrice, son action a porté sur le cerveau et a déterminé des troubles qui ont amené, au bout d'un certain temps, des dérangements déterminant la folie. Chez l'Empereur, le toxique a agi sur les intestins et a engendré une dysenterie chronique qui ne quitta plus le malheureux prince et l'aurait terrassé finalement un jour, s'il n'était tombé sous les balles régicides de Queretaro.

Sous l'impression troublante des nouvelles de Paris, il vint au cerveau de Maximilien une étrange idée. Lorsque la France le soutenait de toutes façons, il dédaignait le concours de ses agents ou des officiers de son armée ; mais au moment où cette France se décida à le laisser voler de ses propres ailes, alors il se cramponna à elle et, sans doute,

pour mieux l'enchaîner à son sort, il voulut quand même s'attacher le concours de ces mêmes officiers dont jadis il ne faisait aucun cas. Il combina alors un extraordinaire coup d'Etat ministériel. Bien qu'il eut rencontré de sérieuses difficultés à faire accepter par son Gouvernement un officier français comme sous-secrétaire d'Etat de la Guerre, il résolut de confier deux portefeuilles à des officiers généraux français. C'était hardi !

Depuis longtemps, le général Osmont, chef d'état-major général, avait été nommé, par l'Empereur, président de la commission d'organisation de l'armée mexicaine; mais, dans le début, le rôle de cette commission était resté platonique, grâce à l'obstruction systématique de Maximilien. Dans les derniers temps cependant, elle avait commencé à travailler. Enfin, stimulé, sans doute, par les reproches venus de Paris au sujet des lenteurs apportées à l'organisation de cette armée nationale, l'Empereur imagina d'appeler le général Osmont au ministère de la Guerre pour montrer à la France qu'il mettait le plus grand empressement à faire aboutir cette organisation, en faisant appel au concours des officiers français les plus en situation de le seconder. Une fois dans cette voie, il ne s'en tint pas là et, pour paralyser à l'avenir les réclamations françaises relatives à la situation déplorable des finances de l'Empire, il appela en même temps au ministère des Finances, M. Friant, l'intendant du corps expéditionnaire. C'était un coup habile. Il engageait ainsi la France dans les difficultés de la situation et comptait, par cette insinuation dans les affaires les plus importantes de son Empire, enlever au Gouvernement français toute possibilité de récrimination. Il pensait aussi que lorsque cette mesure serait connue à Paris, l'action de l'Impératrice aurait déjà produit son effet et que l'Empereur Napoléon donnerait son adhésion à ce petit coup d'Etat qui rendait la France solidaire de la situation future de l'Empire mexicain.

Si ces combinaisons étaient subtiles, elles n'en étaient pas moins de pures illusions, et le malheureux Maximilien était

bien naïf pour se figurer que le Gouvernement français tomberait dans le piège. Il est surtout incroyable qu'il ait pu supposer un instant que Napoléon III laisserait cumuler les fonctions de ministre mexicain avec celles bien plus importantes pour nous de chef d'état-major et d'intendant de son armée.

Du reste, l'Empereur Maximilien sentait bien que son système péchait par la base, car il se garda de prendre au préalable l'avis du Maréchal, le chef direct de ces deux officiers généraux; ce qui n'eût été que de la plus simple convenance. Il ne le fit pas parce qu'il prévoyait les objections d'ordre supérieur, qui auraient fait retarder la mesure et, sans doute, empêcher que l'influence du fait accompli ne se fit sentir à Paris. En somme, c'était un procédé qui manquait de dignité.

D'autre part, ces officiers généraux ont-ils été pressentis ? La date des démarches *officielles*, faites par l'Empereur auprès d'eux, semble démontrer que non, car elles n'ont eu lieu que deux jours après le départ du Maréchal. Mais certains faits ultérieurs et secondaires m'ont permis, alors, de croire qu'à l'égard du général Osmont, il y a eu, antérieurement, des pourparlers, vagues il est vrai et surtout discrets, qui empêchaient cet officier général de divulguer un projet encore voilé et conçu dans la pensée de l'Empereur. Car, en somme, on n'escalade pas d'un bond un ministère dans de pareilles conditions, sans avoir, au préalable, rassemblé ses forces et tendu ses jarrets ! En tout cas, il est regrettable que le général Osmont se soit prêté à une semblable combinaison, qui devait disposer de sa personne en dehors de ses hautes fonctions personnelles, sans en aviser son chef. Quant à l'intendant Friant, j'ai lieu d'être convaincu qu'il ne fut avisé qu'au moment de la démarche officielle de l'Empereur, et qu'il n'est entré dans la combinaison que pour partager la grave responsabilité que devait porter le général Osmont. Mes relations personnelles avec l'intendant Friant m'ont permis d'acquiescer cette conviction, car je

n'étais pas pour lui un modeste capitaine d'état-major comme il l'avait été du reste, mais le fils de son ancien chef et protecteur l'intendant général, directeur de l'administration de la Guerre. Si le général Osmont avait été moins discret et peut-être plus scrupuleux à l'égard de sa situation auprès du Maréchal, le germe d'une mauvaise affaire eût été étouffé dans l'œuf et bien des désagréments ultérieurs eussent été évités.

Cependant, après deux jours de réflexion, ces officiers comprirent, sans doute, qu'ils allaient imprudemment s'engager dans une voie dangereuse et communiquèrent leurs impressions à l'Empereur en lui faisant remarquer qu'ils ne pouvaient prendre une telle responsabilité sans que leur chef absent fût prévenu.

Maximilien se décida alors à en référer au Maréchal; il lui écrivit le 5 juillet, mais les communications sur les voies du Nord étaient devenues peu sûres et très lentes. C'est le 10 seulement, qu'arrivé à San-Luis de Potosi, le Maréchal reçut le message.

Maximilien lui faisait part de son désir de faire appel au concours du général Osmont et de l'intendant Friant comme ministres de la Guerre et des Finances, et le pria de les mettre à sa disposition. Cette démarche était trop tardive, c'était la carte forcée; car, si le Maréchal avait répondu que la chose n'était pas possible, cette réponse ne pouvait arriver qu'après le fait accompli. D'autre part, la demande de « mise à la disposition » était une maladresse, attendu que cette mesure éloignait temporairement ces deux officiers généraux de l'armée française et les rendait inaptes, provisoirement du moins, à conserver leurs fonctions dans le corps expéditionnaire. Aussi, le Maréchal, surpris par cet imprévu, fut fort embarrassé pour prendre la décision qui convenait et ne pouvait qu'attirer sur lui les nouvelles colères de Maximilien.

En outre, il fit bien de ne pas répondre aussitôt, parce qu'il convenait de faire sentir au Souverain qu'il avait agi

peu franchement dans la conduite de cette affaire, car il avait attendu que le Maréchal fût parti depuis deux jours de Mexico pour lui faire part de ses projets; ce qui indiquait clairement qu'il voulait agir par surprise et forcer la main. Il pensait bien que le Maréchal ne pourrait pas se prêter à une telle combinaison. C'est pour éviter cette attitude qu'il avait refusé de le recevoir au moment de son départ. Il n'est pas admissible, en effet, que, du 2 au 5 juillet, en moins de trois jours, cette conception ait poussé dans son cerveau comme une éruption cryptogamique.

Cette missive impériale n'était qu'une palinodie de mauvaise foi avec ses sempiternels appels au concours du Maréchal, de ses officiers, de toutes les bonnes volontés des gens de bien, appels assaisonnés de flatteries superflues! C'est une année auparavant que l'Empereur aurait dû faire cette démarche, manifester sincèrement ses sentiments flatteurs et surtout les mettre en pratique. A ce moment, il était trop tard! Ce n'était plus qu'une comédie pour tromper, à Paris, à Mexico, partout, tout le monde enfin!

Du reste, le maréchal Bazaine avait à faire à l'Empereur du Mexique une communication bien autrement importante que celle concernant les deux ministres pris dans son armée: c'était la suite à donner aux dernières résolutions prises par le Gouvernement français à l'égard du corps expéditionnaire et qui avaient déterminé, en partie, le départ du Maréchal pour la frontière du Nord. Il était ainsi sorti matériellement de l'inaction si cruellement et si fausement reprochée par Maximilien; étant alors au milieu de ses troupes de première ligne, il allait poser à son détracteur ce terrible dilemme, presque celui bien connu: « *Se soumettre ou se démettre.* » Dans ces conditions, il faut reconnaître encore que le Maréchal avait agi assez finement en ne répondant pas à la question Osmont-Friant, car la mesure prise par Maximilien, en associant les deux généraux à son Gouvernement, avait précisément pour objet de rendre plus difficile et moins indépendante l'exécution stricte des décisions fran-

çaises, et l'ingérence du Maréchal en cette affaire des ministres aurait paralysé les clauses du dilemme qu'il allait poser. En prenant position d'une façon quelconque dans la question secondaire Osmont-Friant, il perdait de la force et de l'influence pour régler la question principale et primordiale concernant l'existence même de l'Empire.

Le Maréchal exposa adroitement la situation grave, presque désespérée, dans laquelle il avait trouvé la région du Nord, troublée profondément par la levée de boucliers consécutive de la prise de Matamoros et par la reprise audacieuse des hostilités de la part des dissidents dont le nombre augmentait chaque jour, au milieu d'une population qui se détachait de l'Empire. Puis, il déclara très nettement que, dans ces conditions, il ne pouvait penser à entreprendre d'opérations offensives avant de connaître quelles étaient les instructions de l'Empereur à l'égard des dispositions et des conditions qui lui avaient été notifiées par le Gouvernement français et qui comportaient la concentration immédiate des troupes françaises dans le cas où le Gouvernement impérial mexicain ne croirait pas devoir s'y conformer. Il pria, en conséquence, l'Empereur de vouloir bien lui faire connaître ses intentions pour agir selon ce qu'elles seraient. C'était net et précis !

Le coup était dur ; mais l'Empereur, le prince illusionniste par tempérament et peut-être aussi par tactique, ne se laissa pas démonter. L'Impératrice n'était-elle pas en route pour Paris où elle allait évidemment remettre les choses au point, écarter tous les ennuis et le débarrasser surtout du Maréchal, qui était assurément le mauvais génie qui avait fait naître, en France, les mauvais sentiments et inspiré les décisions néfastes qu'il lui lançait avec audace ? Sa Majesté domina son mécontentement, dissimula son ressentiment et parut céder sur toute la ligne ; mais elle présenta son acquiescement aux conditions françaises d'une façon léonine, car elle disait au Maréchal que rien ne pouvait plus l'empêcher d'entreprendre des opérations offensives contre les dissidents

puisque le Gouvernement mexicain avait accepté les propositions que lui avait transmises M. Dano, le ministre de France ; elle terminait par un piège en rééditant l'expression de ses espérances de voir « mener à bonne fin, l'œuvre de pacification générale ». Elle eut même la malice d'ajouter que cette pacification générale engageait la parole de l'Empereur des Français. Maximilien croyait ainsi mettre le Maréchal dans une position fautive, s'il ne procédait pas à la pacification complète de l'Empire. Mais les événements allaient être plus forts que lui.

Cette riposte magistrale était absolument remarquable : « Je coupe et atout ! » dirait un fin joueur. « Mais, comment donc, mon cher Maréchal, vous me forcez à démasquer mes batteries, à vous dire ce que je vais répondre aux sommations draconiennes de votre Gouvernement que vous inspirez ? Soit, j'accepte tout, et comme vous avez fait une admirable campagne de pacification de mon Empire, je demande « *bis* » et vous invite à la recommencer. » En langage familier, c'était la réponse impériale ; on n'est pas plus flatteur !

C'était assurément fort habile. Mais si on considère ce qu'avait pu faire, jusqu'à présent, ce Souverain dans le domaine des échappatoires, des roueries et des subtilités plus ou moins loyales, on ne trouve rien d'aussi bien machiné ; on ne reconnaît plus son jeu. Aussi, je me sens obligé de démasquer son impérial chiffre pour y substituer ce que je considère comme la griffe de l'inspireur occulte de ce déploiement insolite d'habileté. Je retrouve là l'esprit machiavélique du Padre Fischer, le directeur de conscience qui avait mis plus que jamais le crampon de sa tutelle sur les facultés de ce malheureux Prince. En cette occasion et par hasard, cette tutelle fut heureuse.

En effet, depuis le départ de l'Impératrice, depuis même certains événements antérieurs et intimes, une révolution complète s'était accomplie dans l'existence matérielle et morale de l'Empereur. D'abord, Maximilien ne retournait

plus à Cuernavaca, ce séjour enchanteur d'avant; il continuait à désertier le palais de Mexico, sa demeure officielle; mais il avait établi son foyer à l'Alcazar de Chapultepec, cette ancienne caserne transformée en palais d'été se dressant sur un rocher de cent mètres d'élévation au milieu d'un parc merveilleux. Là, de cet observatoire haut perché, qu'il aimait à comparer au gaillard d'arrière d'un vaisseau de guerre, il dominait sa capitale et son Empire, en imagination! C'était déjà quelque chose, beaucoup même pour son esprit rêveur.

Il ne fréquentait plus son palais de Mexico que pendant quelques heures pour y expédier (?) les affaires de l'Etat; cela s'explique, en raison de l'austérité trop classique et peu engageante de ce palais. Mais, quant à l'abandon du séjour de Cuernavaca, ce phénomène a besoin d'être expliqué par deux considérations bien naturelles et bien humaines, qui résultent des mêmes causes signalées à l'égard du départ de l'Impératrice, bien qu'il faille déplacer les points de vue. D'abord, il est vraisemblable que Maximilien voulut être éloigné de son paradis terrestre où son Eve allait mettre au jour le fruit de sa faute. Quel rôle, quelle attitude pourrait-il prendre en cette occurrence, à côté de ce berceau? Enfin, si la chronique dramatique, dont j'ai rapporté l'écho, est fondée, on comprend que Maximilien ne se fut pas empressé de risquer à nouveau les dangers d'un *mauvais café*. Et voilà pourquoi il restait à Chapultepec. Mais, si dans ce palais, dont la structure sévère et impénétrable aurait pu convenir au Roi Louis le onzième, Maximilien ne pouvait plus y être subjugué par les charmes fascinateurs de la « belle jardinière », il s'y trouvait hypnotisé par la tyrannie mystique d'un moine fanatique ressuscité des ruines de l'inquisition, un second Tristan l'Hermite.

En effet, dans ce vaste logis, l'appartement privé du couple impérial occupait la façade principale assise sur le bord abrupt de la falaise rocheuse et dont une immense salle d'attente occupait le centre, servant de trait d'union entre

les appartements personnels de l'Empereur et ceux, encore plus personnels, de l'Impératrice, auxquels on ne pouvait accéder que par cette galerie. Or, sitôt après le départ de la Souveraine, l'impudent Padre Fischer eut l'audace d'installer sa glabre personne aux lieu et place de celle de l'Impératrice; de façon à monter, de jour et de nuit, une garde sévère de l'Empereur, de n'en laisser approcher ni une personne ni un document qu'il n'eût au préalable scruté, examiné. A son bon plaisir, il laissait passer, congédiait ou faisait disparaître. De ce moment, le chef de l'Etat (?) était tenu en charte privée par ce ridicule et passionné Mazarin; il ne faisait plus rien que sous sa funeste inspiration. Quel but poursuivait ce Fischer, quel profit pouvait-il tirer de ce rôle? On ne l'a jamais su positivement. Peut-être savourait-il seulement la jouissance de se venger de l'humanité; mais alors pourquoi? Mystère insondable!

Quel qu'ait pu être l'auteur de la riposte impériale, celle-ci ne fut cependant pas suffisante pour satisfaire les désirs de Maximilien qui, poursuivant ce qu'il croyait un succès, reprit son projet des ministres Osmont et Friant sur lequel le Maréchal, par son silence, semblait disposé à ne pas vouloir se prononcer.

Le 25 juillet, il écrivit encore à ce sujet, mais dans des termes vagues formulant des considérations diluées dans lesquelles il engageait encore sournoisement la parole de Napoléon pour expliquer comment il avait décidé les deux officiers généraux à accepter les deux portefeuilles. Il faisait bien ressortir qu'il se conformait naturellement à ses désirs en laissant ces deux officiers à la tête des services qu'ils dirigeaient; il montrait, avec une habileté plus subtile que convaincante que la dualité dans leurs fonctions serait, au contraire, une garantie de succès dans l'œuvre de réorganisation de l'armée impériale. Il flattait enfin le Maréchal par des condescendances qui n'avaient d'autre but que de l'engôler. Mais, en fait, il ne disait pas nettement, formellement, que sans attendre la réponse, sans que ces officiers

fussent officiellement autorisés par lui, il les nommait ministres. C'était bien plus que la carte forcée, car deux jours après il signait quand même ces nominations, entraînant dans sa galère gouvernementale deux officiers généraux français, et motivait cette mesure étrange aux yeux des Mexicains par la nécessité d'assurer rapidement la pacification du pays. Quelle comédie !

Ce fut une étonnante surprise pour tout le monde quand, le 28 juillet, au matin, on lut dans le *Journal officiel* la décision impériale nommant ministre de la Guerre, le général Osmont et ministre des Finances, l'intendant Friant. J'appris la nouvelle en arrivant au ministère par mon fidèle secrétaire particulier, M. Hein. Aussitôt que vint mon ministre, je me précipitai à son cabinet où je trouvai le général Garcia stupéfait en présence de l'*Officiel*. Après un échange de réflexions de circonstance, j'exprimai à mon chef tous mes sentiments de regret pour son départ et de gratitude pour la bienveillance et la confiance qu'il m'avait toujours témoignées. Le ministre voulut bien, en échange, m'exprimer de la façon la plus flatteuse toute sa satisfaction pour les services que je lui avais rendus personnellement et surtout au ministère, et des sentiments dévoués que je n'avais cessé de lui témoigner. Il est vrai que, grâce à son tact particulier, nos relations avaient toujours été parfaites.

Il me déclara ensuite qu'il ne se considérait plus comme ministre et m'engageait à aller me mettre à la disposition du général Osmont à qui je devrais passer le service de sa part. Je me rendis alors à l'état-major général et me présentai au général Osmont. Je lui communiquai les instructions que venait de me donner le général Garcia et lui dis que je venais prendre les ordres du ministre.

Le général me fit le plus aimable accueil et d'un air absolument satisfait de sa nouvelle position, il me dit textuellement : « Hé bien, je me rendrai demain au ministère avec le commandant Billot dont je compte faire mon sous-secrétaire d'Etat. »

J'avoue que je fus surpris par ce coup droit aussi brusque qu'inattendu; mais je ne me troublai pas et ne me laissai pas démonter. Je parai l'attaque et ripostai : « Hé bien ! et moi, mon général ? » Alors suivit ce dialogue : « Mais, vous ne l'êtes pas sous-secrétaire d'Etat ! — Et lui, il l'est encore bien moins, puisqu'il n'est rien et que je suis commissaire extraordinaire français auprès du ministre de la Guerre, remplissant les fonctions de sous-secrétaire d'Etat. — Soit, mais je puis prendre pour sous-secrétaire d'Etat qui bon me semble. — Ça, je l'ignore, mon général, mais vous me permettrez de vous faire remarquer que je remplis ces fonctions à la satisfaction de mon ministre qui a bien voulu me le déclarer; que j'ai eu la tâche première, pénible et délicate de créer la situation pour un officier français auprès d'un général mexicain et que, maintenant, le commandant Billot viendrait s'asseoir dans le fauteuil que j'ai préparé, alors surtout qu'il l'a refusé déjà après l'avoir accepté cependant ? » Enfin, passant à la contre-attaque décisive, je terminai par cette déclaration formelle, dans le fond et dans la forme : « Du reste, mon général, vous me permettrez d'observer que j'ai été placé là par le Maréchal, et que je ne puis ni ne dois me retirer que sur son ordre ! »

Alors, le général Osmont, dissimulant une mauvaise humeur que révélait son air glacial, me dit d'un ton bienveillant : « En tout cas, je compte prendre possession de mon ministère demain matin à 9 heures et vous réunirez les chefs de division et les chefs de bureau pour me les présenter individuellement. » J'accusai réception de ce premier ordre régulier et normal, je saluai et me retirai. Sans perdre une minute, je me rendis au quartier général où j'écrivis au Maréchal pour lui rendre compte de ce qui venait de se passer, exposer la situation et lui demander ses ordres en ce qui me concernait. Ma lettre partit le jour même avec un courrier extraordinaire qu'envoyait le bureau politique pour faire connaître les événements au grand chef. En outre, dans la journée, j'écrivis au capitaine Pierron, chef du secrétariat

de l'Empereur, pour lui faire connaître l'incident puis, considérant que ma situation n'était point solidaire de celle d'un ministre dont j'étais le second et, pour éviter les désagrémens que me causait ainsi ma position insuffisamment définie de commissaire spécial français au ministère de la Guerre, je demandais de soumettre le cas à l'Empereur et de le prier de faire cesser cet état de choses, en me nommant sous-secrétaire d'Etat, ainsi qu'il en avait pris l'engagement avec le Maréchal. Enfin, toutes mes mesures pour parer le coup Billot étant assurées, je pris au ministère toutes les dispositions nécessaires pour la réception du nouveau ministre.

J'ai exposé l'incident Billot-Osmont, il me reste à en tirer les conclusions qu'il m'a toujours paru comporter.

L'intrigue, ou plutôt le petit complot, s'il y en a eu un, ce qui semble vraisemblable, devait avoir commencé à l'époque où l'Empereur demanda un officier français comme sous-secrétaire d'Etat. La combinaison conçue par l'Empereur devait être d'appeler au portefeuille de la Guerre, le président de la Commission d'organisation de l'armée, le général Osmont; mais craignant, avec raison, de voir surgir des oppositions dans son conseil des ministres, il commença par faire accepter d'abord le sous-secrétaire d'Etat français.

C'était prudent du reste, car il éprouva d'assez grandes difficultés à faire déjà ce premier pas. Le commandant Billot fut donc nommé. Mais cet officier, qui avait, sans doute, solidarisé son sort avec celui de son chef, le général Osmont, comprit, d'après les oppositions qu'avait soulevées sa nomination, que celle de son général comme ministre serait impossible. Alors, ne se souciant pas, peut-être, de servir de second à un général mexicain, il refusa d'accepter la nomination dont il avait été l'objet, ou plutôt il se déroba à cette nomination, espérant qu'un peu plus tard les conditions deviendraient plus favorables et qu'on reprendrait l'affaire complète. C'est ce qui eut lieu sur mon dos qu'on avait, sans doute, jugé plus souple qu'il n'était, car je ne

me prêtai pas à cette combinaison éliminatoire de ma personne en faveur du commandant Billot.

Il faut reconnaître qu'en dehors de son défaut véniel qui résultait pour le général, de l'impossibilité où il se trouvait de cumuler deux hautes fonctions, la combinaison première était alors plus logique et plus opportune que deux mois plus tard, ce qui la rend très admissible.

Quant à moi, je n'ai jamais eu la preuve matérielle que le commandant Billot ait été l'inspirateur, à mon sujet, de cet : « Ote-toi de là que je m'y mette. » Mais j'en ai été longtemps convaincu et lui avais gardé rancune, car j'étais son ami et je lui avais rendu un assez grand service en l'aidant à venir au Mexique comme aide de camp du général de Castagny, pour qu'il ne me fit pas ce croc-en-jambe. Il devina, du reste, ce sentiment et pour cause peut-être, car pendant plusieurs jours, il chercha à me rencontrer, sans doute pour dissiper mes mauvaises impressions; en tout cas, ne pouvant me trouver, il prit ma femme comme négociateur, l'assurant qu'il n'avait jamais eu l'intention de me supplanter. Prenant acte de ces démarches et n'entendant plus parler de lui pour le ministère, je réchauffai mes relations refroidies. Mais vingt-cinq ans après, le ministre de la Guerre français Billot n'avait pas oublié ma petite victoire du ministère mexicain; je m'en aperçus à mes dépens !

Le lendemain de cette journée d'émotions et d'agitation, je me tenais, au matin, à mon poste, tous mes chefs de service réunis autour de moi. Le général Osmont arriva, mais tout seul; pas de commandant Billot ! Le ministre me fit le plus gracieux accueil; j'y répondis de mon mieux et lui présentai personnellement chacun des gros bonnets du ministère, auxquels il offrit une allocution de circonstance, en français malheureusement. L'espagnol fut sa pierre d'achoppement.

Lorsque les honorables fonctionnaires eurent rejoint leur rond de cuir, j'exposai à mon chef le fonctionnement de son ministère et en particulier la façon dont son prédéces-

seur opérait et expédiait les affaires avec le concours du sous-secrétaire d'Etat. Le général Osmont eut le bon esprit et la sage prudence de ne rien changer aux habitudes prises et me dit, d'un air satisfait de mes déclarations, que je continuerais le service comme je l'avais fait avec l'ancien ministre.

La glace était rompue et je n'entendis plus parler de l'ami Billot. Le changement de ministres se fit ainsi sans secousses et sans bruit; car, de son côté, l'intendant Friant qui me parut avoir été embarqué à la dernière heure et sans enthousiasme de sa part dans cette galère, s'incarna également, sans tambours ni trompettes, dans la peau ratatinée de son ministère des Finances, avec la conviction qu'il aurait bien de la peine à gonfler son portefeuille!

Comme épilogue en ce qui me concernait dans l'incident ministériel, je reçus promptement une réponse du capitaine Pierron m'annonçant que l'Empereur me donnait complète satisfaction; quelque temps après suivait le document officiel qui me sacrait enfin sous-secrétaire d'Etat. C'était un magnifique diplôme, d'un immense format, sur papier bleuté d'azur pâle, une parcelle du firmament de Mexico, au chef duquel s'épanouissaient les armes impériales et portant au bas la majestueuse signature de Maximilien I^{er} s'étalant en style entreprenant sur quinze centimètres de longueur. Ce document portait à ma connaissance que « en considération des mérites et des circonstances qui se trouvaient réunies en ma personne, Don Carlos Blanchot, capitaine d'état-major de l'armée française, il m'était conféré l'emploi de sous-secrétaire d'Etat au ministère de la Guerre ».

Par une singulière ironie à l'égard des circonstances qui me concernaient, cette nomination était contresignée, par ordre de l'Empereur, parle général Osmont!

Enfin! Comme dans ce pays, moins encore qu'en tout autre, à cette époque du moins, le fisc ne perdait jamais ses droits, je dûs acquitter, pour recevoir ce parchemin, un droit de 16 piastres (soit 85 fr.). Mais aussi j'avais la faveur peu banale d'être appelé « Votre Seigneurie »!

CHAPITRE X

DÉSORGANISATION DES LÉGIONS BELGE ET AUTRICHIENNE

Du 1^{er} Août au 30 Septembre

Recrudescence de l'activité des forces dissidentes. — Chute de Tampico et autres ports du golfe. — Situation des Terres-Chaudes. — Désagrégation des troupes impériales. — Bataillons de Cazadores. — Ressource vouée à l'impuissance et à la destruction de ses éléments français. — Désorganisation de la légion belge. — Incidents graves au sein de cette troupe. — Départ de ses officiers. — Lettre de son colonel. — La légion est ramenée près de Mexico. — Brillant combat près du Tula. — Désorganisation et fin de la légion Autrichienne. — Evénements d'Oajaca. — Désastre subi par la légion Autrichienne. — Situation de la légion étrangère française. — Demande de Maximilien à son sujet. — Réponse du Maréchal Bazaine.

Pendant que ces événements, relativement secondaires, se produisaient à Mexico, au loin, d'autres bien plus sérieux se précipitaient avec une rapidité déconcertante. Le flot de l'invasion dissidente débordait, car ce n'était plus seulement une résistance, mais bien un retour offensif très caractérisé.

A la suite de la chute de Matamoros, toute la région-frontière du Nord était devenue la proie des dissidents qui étendaient chaque jour leur action dans les provinces du golfe du Mexique, occupant successivement tout le littoral. Tampico lui-même, le port le plus important après Vera-Cruz, gardé par nous depuis 1863, venait même de succomber, bien que sa garnison mexicaine fût renforcée par un détachement français, débris de l'ancienne contre-guerilla du colonel